



EMBASSY OF SWITZERLAND
SCHWEIZERISCHE BOTSCHAFT
AMBASSADE DE SUISSE

WASHINGTON D.C. 20008,
2900 Cathedral Avenue N.W.
Telephone 462-1811/7

15 novembre 1976

Ref.: GRO/rr

POLITIQUE BERNE
R.P. No 111
Par courrier

111
—

R é s u m é

Les relations entre les Etats-Unis
et Cuba après les élections

Au Département d'Etat on s'attend à ce que Carter, modéré jusqu'à présent à l'égard de Cuba prenne, après son inauguration, des initiatives en vue d'un dégel des relations avec Castro. D'après X, l'URSS elle-même, pour des raisons économiques, ne verrait pas d'un mauvais oeil une telle évolution.

L'élément déterminant dans l'amorce d'un pareil processus sera sans doute la politique poursuivie par La Havane en Afrique australe. Les Américains semblent cependant admettre que les Cubains ne pourront retirer leurs troupes d'Angola dans un proche avenir, le MPLA dépendant de leur présence pour se maintenir au pouvoir.

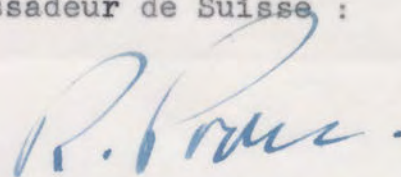
./.

- 2 -

Le chemin de la normalisation américano-cubaine sera certainement difficile et la question des indemnisations de nationalisation ne constituera pas le moindre des obstacles.

Washington regrette la dénonciation par Cuba de l'accord contre la piraterie aérienne, mais espère qu'il sera possible d'en négocier un nouveau au printemps prochain. Dans cette optique, le Département d'Etat s'efforce d'éviter toute action ou déclaration susceptibles de nuire à cette entreprise.

L'Ambassadeur de Suisse :



R. Probst



EMBASSY OF SWITZERLAND
SCHWEIZERISCHE BOTSCHAFT
AMBASSADE DE SUISSE

WASHINGTON D.C. 20008,
2900 Cathedral Avenue N.W.
Telephone 462-1811/7

15 novembre 1976

Ref.: GRO/rr

POLITIQUE BERNE
R.P. No 111
Par courrier

Les relations entre les Etats-Unis
et Cuba après les élections

Entretien Grossenbacher avec Culver Gleysteen,
Coordinator for Cuban Affairs, Département d'Etat, X

Il est bien connu que Kissinger s'était montré favorable à un rapprochement avec Castro, mais le soutien moral accordé par ce dernier au mouvement indépendantiste de Porto Rico en automne 1975 ainsi que l'intervention en Angola à la fin de l'année passée ont rendu impossible toute ouverture de la part de Washington. Depuis lors ce dossier a été mis au froid et compte tenu notamment du ton très ferme de la plate-forme républicaine adoptée cet été à la convention de Kansas City, il n'était, d'après X, guère concevable pour le Secrétaire d'Etat d'entreprendre quoi que ce soit sans susciter l'ire des adeptes de Reagan et, de ce fait,

./.

hypothéquer les chances de Ford dans la lutte pour la présidence.

Carter qui, au cours de la campagne, a évité d'aborder le sujet pour des raisons compréhensibles, a les mains beaucoup plus libres que l'administration Ford puisque non seulement il n'a jamais témoigné de sympathie pour les positions extrêmes, mais aussi parce que le programme d'action de son parti, entériné à la convention de New York, est modéré à l'égard de Cuba.

Selon X, un des éléments clé dans l'appréciation du problème par la nouvelle équipe gouvernementale sera sans doute la politique de La Havane en Afrique. Le Département d'Etat est conscient que les Cubains ne pourront pas retirer bientôt leurs troupes en Angola car, comme le souligne X, sans elles le régime du MPLA n'aurait guère de chances de survie. Il serait dès lors illusoire de fixer comme critère de normalisation un rapatriement complet du contingent cubain. L'attention ne sera donc probablement pas essentiellement portée sur cet aspect, mais plutôt sur ce que les Cubains feront par rapport aux Etats voisins (Namibie, Rhodésie, Mozambique etc.) et aux mouvements de guérilla qui s'y trouvent.

./.

- 3 -

X pense que Carter essaiera de reprendre le dossier en main, répondant ainsi aux désirs d'une large part de l'industrie et de l'agriculture américaines qui ne demanderaient au fond pas mieux que de pouvoir refaire du commerce avec Cuba. Quel pourrait être le volume des échanges ? Les estimations les plus modestes que X connaisse indiqueraient un demi milliard de dollars par an, mais il a l'impression que ce chiffre pourrait bien être dépassé.

Pourtant, le chemin de la normalisation ne sera pas facile et d'après X il sera nécessaire que le Président fasse montre de fermeté et de détermination.

En ce qui concerne La Havane, X a l'impression que les circonstances sont somme toute assez bonnes pour un rapprochement. Economiquement le pays est en difficulté et son endettement extérieur a atteint des dimensions écrasantes. D'après X, l'URSS semble encore disposée à subventionner cette île de la mer des Caraïbes, bien que son enthousiasme à le faire décroisse constamment. Pour cette raison, les Soviétiques, apparemment convaincus que le système communiste cubain n'en pâtirait pas - ce dont X doute évidemment fortement - paraîtraient être en faveur d'une ouverture à l'égard des Etats-Unis. D'ailleurs, il

./.

- 4 -

est intéressant de noter que, selon les informations dont X dispose, Cuba aurait quelque peu modifié son attitude. Par le passé, Castro voulait résoudre tous les problèmes d'abord et ne procéder à la normalisation que par la suite, alors que maintenant tout porte à croire qu'il serait d'accord, à l'instar des Chinois, de rétablir les relations à un niveau donné et de s'attaquer ensuite seulement au règlement des questions en suspens.

Il est clair que la question centrale sera celle de l'indemnisation des nationalisations et il ne sera pas facile de s'entendre à ce sujet, estime X. En effet, de par la loi, les Américains ne peuvent pas reprendre leurs relations sans résultats concrets dans ce contexte. Or, le montant total des réclamations américaines s'élevait en 1966 à 1,8 milliard de dollars, auquel s'ajoutent les intérêts courants depuis cette date. Pour un pays aussi peu solvable que Cuba, ces montants représentent évidemment un problème sérieux.

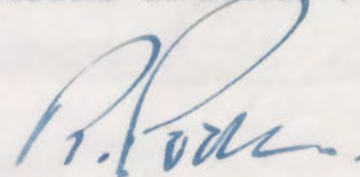
Les Etats-Unis regrettent que Castro ait pris la décision de dénoncer l'accord contre la piraterie aérienne et espèrent qu'il sera possible d'en renégocier un nouveau. A ce propos, X est optimiste et pense que l'on y parviendra au cours du printemps prochain. C'est dans cette optique que le Département d'Etat qui, par notre entremise, vient

./.

- 5 -

de répondre à la note des Cubains confirmant la dénonciation, s'est - contrairement aux plans initiaux - volontairement abstenu de donner une grande publicité à cette réplique. En gardant la discrétion, Washington veut donc éviter d'empirer les choses et garder toutes les portes ouvertes.

L'Ambassadeur de Suisse :



R. Probst